

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 11-12 (1995-1996)

Buchbesprechung: Notes et comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

NOTES ET COMPTES RENDUS

GUERRE D'ESPAGNE ET STALINISME: À PROPOS DU FILM DE KEN LOACH, D'IGNAZ REISS ET DE NOTRE MÉMOIRE SÉLECTIVE

Charles HEIMBERG

La sortie de *Land and Freedom*, le film que Ken Loach a consacré à la révolution espagnole, n'a pas manqué de susciter des réactions contrastées. En Espagne même, le rappel du rôle de l'appareil stalinien dans l'écrasement du processus révolutionnaire a fatalement nourri des discours bien-pensants relevant d'un anticommunisme primaire et peu novateur dans le contexte de cette fin de siècle. En même temps, la gauche traditionnelle s'est montrée embarrassée par cette mise à nu du rôle des staliniens dans ce qui a été un moment-clé de la guerre d'Espagne¹. Mais cette affaire rappelle aussi la lourde responsabilité qui a été prise par les démocraties occidentales - au sein desquelles des socialistes exerçaient dans certains cas le pouvoir - lorsqu'elles ont décidé de ne pas armer les républicains espagnols, et de laisser ainsi à la seule Union soviétique le soin de le faire.

Le quotidien italien «Il Manifesto» s'est fait l'écho de l'impact du film de Ken Loach en Espagne et en Europe à travers la publication d'un échange de points de vue entre l'écrivain espagnol Manuel Vazquez Montalban et la journaliste Rossana Rossanda dont nous reproduisons ci-dessous quelques extraits².

«En mai 1937, écrit Manuel Vazquez Montalban, à Barcelone surtout mais aussi ailleurs en Catalogne, des conflits armés se déroulèrent entre les milices du POUM (Parti ouvrier d'Unification marxiste), alliées avec les anarchistes de la CNT-FAI, et le reste des forces armées républicaines qui luttaient contre le Général Franco. [...] L'ensemble des forces républicaines voulait gagner la guerre et restaurer la démocratie formelle, le Parti communiste considérait qu'il était prioritaire de gagner la guerre avant de faire la révolution; au contraire, les anarchistes et les «poumistes» voulaient maintenir les milices populaires et lancer un processus de

1. Voir à ce sujet les propos de l'historien Peter Huber dans *Le Courrier* des 7 et 8 décembre 1995.

2. *Il Manifesto*, éditions des 24 septembre et 13 octobre 1995.

collectivisation qui aurait impliqué les travailleurs dans la défense d'une véritable République des travailleurs.»

Montalban souligne bien que ce différend s'est réglé dans le sang, et que les révolutionnaires ont été écrasés par les forces staliniennes, réalités *«qui ont toute leur place dans l'Histoire de l'Infamie révolutionnaire»*. De plus,

«Moscou profita de cette confrontation pour étendre la «liquidation du trotskisme» à l'Espagne, lequel était représenté, d'après les agents soviétiques, par le POUM. Le lien entre Trotsky et le POUM n'était pourtant pas certain [...]. C'est ainsi que si les militants anarchistes catalans impliqués dans les événements de mai subirent une répression légère, ceux du POUM furent emprisonnés, à tel point que certains étaient encore en prison quand Franco entra en Catalogne à la fin de 1938. Le leader Andreu Nin «disparut» et l'ouverture des archives du KGB a prouvé qu'il mourut sous les tortures d'agents de la police politique soviétique actifs en Espagne.»

Aux yeux de l'écrivain espagnol, qui reconnaît *«la monstruosité du cas Nin et de la répression contre le POUM»*, le film de Ken Loach serait quand même trop influencé par les témoignages d'un ancien compagnon anglais des Brigades internationales, et par le compte rendu partisan de George Orwell³.

«Si le film de Loach avait profité des conseils d'historiens bien informés, il n'aurait pas été aussi manichéen. Les communistes du PSUC avaient leur logique révolutionnaire, comme l'avaient ceux du POUM, et au cours de cette rupture historique, les deux parties en conflit s'accordaient sur la nécessité de la violence et de la terreur révolutionnaire. Il n'est donc pas possible de traiter un camp comme intrinsèquement violent et totalitaire, et l'autre comme innocent et sans défense face à la barbarie communiste.

Pour Montalban, *«le film attribue exclusivement aux communistes de la Troisième Internationale la destruction du POUM et des anarchistes»* alors que la responsabilité de cette liquidation *«incombe à tout le gouvernement républicain»*. Cette affirmation, qui oublie un peu les accusations particulièrement insistantes dont le POUM faisait alors l'objet de la part des staliniens, le conduit à estimer qu'un *«zeste de nuances aurait pourtant favorisé l'indis-*

3. En particulier *Hommage à la Catalogne*, publié pour la première fois en 1938, et disponible en français aux Editions Ivrea (Paris, 1995). Le même éditeur vient aussi de publier *Essais, articles, lettres (1920-1940)* (Paris, 1995), le premier volume des essais de George Orwell.

pensable critique de la conduite aliénante des troupes staliniennes, mais sans donner au film un caractère de propagande anticomuniste digne de la plus pure Guerre froide». Et l'auteur d'en conclure que «ce qui ne s'éclaire pas dans ce film, splendide sur le plan calligraphique, c'est que victimes et bourreaux étaient alors communistes, radicalement, nécessairement et avec la dernière intransigeance».

Dans ce qui est en quelque sorte sa réponse à la contribution de l'écrivain espagnol, Rossana Rossanda s'insurge contre les réticences exprimées par Montalban:

«Et quand sera-t-il donc temps que les communistes rendent des comptes à l'histoire, cher Manuel Vazquez Montalban? Vous vous plaignez que Land and Freedom de Ken Loach, comme au temps de la Guerre froide, soit 'instrumentalisé par le front néolibéral'. Mais si Loach est dans l'erreur, ce qui pour ce que j'en sais ne me semble pas être le cas, pourquoi ne disons-nous pas nous-mêmes la vérité? Si Loach confond, pourquoi ne clarifions-nous pas? [...].

Je suis moi aussi lassée par les pleurs larmoyantes sur le mal stalinien de la part de ceux qui, à l'époque, auraient confié le problème du POUM à la police. Mais peu importe. C'est un morceau de notre histoire, et rien ne nous permet de ne pas l'examiner tant que nous sommes en guerre et de l'archiver dès que la guerre est finie.»

Rossana Rossanda s'étonne, à juste titre, que de telles réticences proviennent de l'Espagne, comme si l'accueil de l'oeuvre de Ken Loach sur les lieux mêmes du drame qu'elle évoque avait nécessairement dû être plus réservé de la part d'une gauche qui doit lutter, comme partout ailleurs, contre les révisions historiques qui sont à la mode en cette fin de siècle d'obédience néolibérale.

Elle en vient par la suite à des souvenirs personnels de dirigeante communiste, antérieurs à sa propre rupture avec le PCI, non sans avoir rappelé, comme l'historien Hobsbawm, que le tableau final de la dramatique première moitié du siècle a connu en Espagne son prologue tragique.

«Quand je fus envoyée en Espagne en 1962 pour tenter de réunir les antifascistes espagnols dans le cadre d'une première réunion européenne, je trouvai partout, Pays basque mis à part, les communistes et quelques forces isolées, et personne qui ne parlait avec personne. Ce pays me semblait encore meurtri. [...] Quand je demandai de rencontrer quelqu'un de la CNT, on me dit: 'mais ils ne parlent pas avec nous'.»

Elle rappelle également quelques données historiques, notamment sur l'implantation particulière des anarchistes dans ce coin d'Europe et sur la singularité du POUM, ce mélange de communisme et d'anarchisme. A ses yeux, le film de Loach reconstruit *«l'antinomie dramatique des mouvements révolutionnaires, qu'ils soient ou non ouvriers, entre point de vue libertaire et organisation, démocratie directe et questions stratégiques. C'est un problème historico-politique, et non pas moral, que la révolution espagnole nous rappelle comme aucune autre»*. Au-delà de l'immaturité de ce mouvement révolutionnaire, il faut certes invoquer aussi les faiblesses de son armement, et le fait qu'en fin de compte, une révolution ne semble guère avoir été possible dans le contexte de l'époque.

«Les communistes connurent une certaine croissance, devinrent les plus forts, moururent et abattirent ceux qui, à gauche, n'étaient pas avec eux. L'image de l'officiel qui ordonne au POUM de déposer les armes et fait ouvrir le feu, avec sa tenue impeccable et son regard féroce, a de quoi faire réfléchir. Mais je vous en prie, Montalban, n'écrivons pas qu'il s'agissait de 'forces républicaines'. Aucune d'elles ne fut autant contre le POUM que les communistes [...]»

Cet échange de points de vue, révélateur des réticences et des déboires de la gauche européenne face à son propre passé, pose une question fondamentale aux historiens du mouvement ouvrier. En effet, doit-on tout dire des crimes du stalinisme et doit-on insister à leur propos dans un contexte où cette vérité a par ailleurs toutes les chances d'être instrumentalisée par une idéologie néolibérale dominante et triomphante? Et peut-on noyer le poisson quand il est évident que des communistes portent la responsabilité première de l'écrasement d'un mouvement social et des espoirs qu'il charriait? La question mérite d'être posée, mais il faut y répondre avec force en affirmant que l'occultation de l'histoire, quelle qu'elle soit, n'a jamais servi ni la démocratie, ni l'émancipation sociale. La déroute que connaissent actuellement les idéaux de la gauche européenne est due pour une bonne part aux crimes staliens, ces fossoyeurs de l'espoir ouvrier et socialiste, et il est donc tout indiqué pour elle de les reconnaître pour ce qu'ils sont sans tenter de les justifier, et de les analyser sans détour pour mieux s'en affranchir.

Cela dit, il est vrai aussi que la problématique de la guerre d'Espagne ne se réduit pas à cet affrontement entre staliens et révolutionnaires (dont l'intérêt principal est d'avoir une lourde signification pour l'histoire séculaire du mouvement ouvrier). D'une part, les combattants radicalisés de l'époque étaient mal préparés et n'avaient guère de chance de mener une guerre efficace et victorieuse avec leurs méthodes de guérilla qui allaient par exemple

devoir affronter une guerre aérienne. Il y a en effet une part de vérité dans les propos de l'historien italien Gabriele Ranzato lorsqu'il affirme que «*les communistes voulurent affronter cette contradiction avec leur logique stalinienne et leurs pratiques de violence. Cela, on peut certes le dénoncer, mais on ne peut pas pour autant représenter, comme le fait Loach, l'étouffement d'une révolution destinée à la victoire*⁴». D'autre part, l'étude politique de la guerre d'Espagne doit absolument être complétée par celle des imaginaires mentaux qui sont à l'origine, par exemple, de la violence et des comportements qui l'ont caractérisée. La prise en compte des espoirs et de la fascination suscités par les événements de 1936-1937 est non moins essentielle à la compréhension de cette époque. Elle doit nous permettre de ne pas aborder l'histoire des vaincus de cette guerre sous le seul angle de leur efficacité militaire ou politique. Et de mesurer sa valeur et son sens pour une mise en perspective globale du 20^{ème} siècle.

Dans le même ordre d'idées, mais à propos d'un événement qui a concerné directement la Suisse, il nous faut également signaler le remarquable documentaire réalisé par Daniel Kunzi à propos d'*Ignaz Reiss (Ludwig), vie et mort d'un révolutionnaire* (1995). Ce film, réalisé avec des moyens modestes, touche en effet un sujet hors du commun très utile à la connaissance historique du socialisme tel que Staline l'a conçu et imposé. Il s'agit de la dissidence d'un militant communiste d'envergure, survenue juste après les tragiques événements de mai 1937 à Barcelone, mais surtout dans la foulée des premières purges stalinienne de l'année précédente. Cet agent polonais a en effet écrit, en juillet 1937, au Comité central du Parti communiste de l'URSS, une lettre de rupture dans laquelle il affirme se ranger désormais aux côtés de Léon Trotsky. Il n'y survivra que jusqu'au 4 septembre⁵.

Ce documentaire, dont la richesse première réside dans la qualité des témoignages (en particulier celui de la plus que centenaire Jenny Humbert-Droz), part d'un fait divers tragique - un assassinat mystérieux à Lausanne - dont la contextualisation et les vrais mobiles sont lourds de sens. De fait, la fuite désespérée de Reiss connaîtra son terme par le biais de la trahison d'une amie très proche dont le seul geste de retenue sera de renoncer au dernier moment à offrir des chocolats empoisonnés à sa femme et à son fils. Cette affaire est donc particulièrement révélatrice, non seulement de la terrible bru-

4. Voir son article «Miraggi manichei», in *Storia e Dossier*, No 101, janvier 1996.

5. Sur cette affaire, voir Daniel Kunzi et Peter Huber, «L'assassinat d'Ignaz Reiss», in *Communisme*, No 26-27, 1990, pp. 5-28. Et le témoignage de la veuve de Reiss: Elisabeth K. Poretski, *Our own people*, Londres, 1969 (ouvrage traduit chez Denoël sous le titre *Les nôtres. Vie et mort d'un agent soviétique*).

talité du système stalinien et de sa logique de pouvoir et de coercition, mais aussi de l'existence d'une opposition progressiste à ce système de terreur, d'une opposition qui, loin d'avoir renoncé aux espoirs qui ont été à la base du mouvement socialiste, a refusé de se ranger aux côtés de ses adversaires pour faire face aux traîtres de son propre camp.

Le mérite du film de Daniel Kunzi est donc de nous rappeler la réalité de cette opposition minoritaire qui a un peu sauvé l'honneur du communisme sans parvenir à mettre fin à la débâcle dont nous devons tirer aujourd'hui le bilan. Cette perspective critique de recherche et de réflexion ne peut être que féconde pour une gauche européenne qui se trouve aujourd'hui largement orpheline de ses espoirs et projets, mais elle ne plaît guère à certains qui voudraient bien liquider l'existence de cette expérience communiste et réécrire ainsi l'histoire du siècle sous l'angle de l'apparent triomphe néolibéral actuel⁶. Sans doute est-ce aussi pour cela, par allégeance à une certaine conception du «politiquement correct», que les archives sont restées largement closes, tant en Russie qu'en Suisse, sur cette affaire de l'assassinat d'Ignaz Reiss, et que la Télévision suisse romande a refusé, dans un premier temps, d'acheter et de diffuser ce film. Une raison de plus pour que les historiens du mouvement ouvrier continuent de s'intéresser à cette période-clé - et à tous ses différents aspects... qu'ils arrangent ou non les milieux dominants.

6. Comme le fait dans une certaine mesure François Furet dans son ouvrage sur *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au 20ème siècle*, Paris, 1995.

■ ROBERT CASTEL, **Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat**, Paris, Fayard (L'espace du politique), 1995, 490 pages.

Quand on connaît leur souci de la «contextualisation» et la manière approfondie, si ce n'est exhaustive, dont ils cherchent souvent à décrire les traits d'une société ou d'une période données, on comprend bien que ce n'est pas un penchant naturel pour les historiens que de chevaucher les siècles et d'établir des comparaisons, des évolutions ou des règles de longue durée, même si c'est autour d'une problématique particulière. Peut-être fallait-il donc être sociologue pour oser étudier la question sociale et la relation au travail, et par conséquent les mécanismes de décrochages qu'elles charrient avec elles, tout au long de la préhistoire et de l'histoire du salariat, et sans se laisser cloisonner par conséquent dans telle ou telle époque. Ce défi ayant été relevé, et de fort belle manière, c'est un magnifique exemple d'utilisation ciblée de références et de lignes de continuité historiques au service de la compréhension du présent qui nous est proposé. Ce qui n'est pas sans intérêt à l'heure du retour en force de l'insécurité et de l'aléatoire dans ce domaine du social.

L'ouvrage de Robert Castel, très dense, très complexe dans ses propos et ses réflexions, et par ailleurs tout à fait passionnant, est plus une reconstruction conceptuelle basée sur une série de documents d'époque tout à fait parlants qu'une simple chronique. Il évoque trois positions possibles dans la société pour lesquelles le rapport au travail joue un rôle de premier plan (l'intégration, la vulnérabilité et la «désaffiliation»), et il s'interroge sur l'évolution d'une quatrième (l'assistance), vouée à empêcher le basculement des plus précaires dans ladite désaffiliation. Notons à ce propos qu'il évite à dessein le terme d'exclusion, pourtant très en vogue aujourd'hui, mais qui permet moins de suggérer ce qui a été perdu et ce qui s'est défait dans le processus en question. En outre, pour lui, cette fameuse question sociale - terme qui n'apparaît dans les sources que dès la première moitié du 19^{ème} siècle - s'est toujours posée aux marges de l'intégration, mais aussi en relation avec les décideurs qui, se sentant menacés, se sont régulièrement posé la question de la cohésion de la collectivité qu'ils dominent.

Le choix du salariat comme fil conducteur de l'évolution chronologique de la question sociale est ici justifié par l'évolution significative de son rôle. En effet, perçu tout d'abord comme une dégradation d'un état social antérieur, un facteur de vulnérabilité et d'indignité, ce statut s'est ensuite consolidé à l'aide de toute une série de protections sociales qui en ont fait un symbole d'intégration avant que, plus récemment, ce modèle ne s'effrite à tel point que l'absence de relations salariales aboutisse désormais pour certains à une nouvelle vulnérabilité et à de nouvelles formes de désaffiliation. Cette évolution

est par ailleurs passée de la double figure du travail forcé et du travail réglé à celle, plus moderne mais non moins problématique, du travail libre.

L'histoire de l'assistance est traversée par une distinction fondamentale entre les inaptes au travail et ceux qui n'en trouvent pas, mais aussi par le principe de domiciliation hérité de la société cadastrée d'Ancien Régime. Elle a relevé et relève encore de finalités disciplinaires et moralisatrices qui sont permanentes, même si leurs modalités ont évolué. Cela dit, l'irruption des idées libérales va semer l'illusion, projetée dans l'avenir, d'une prospérité générale fondée sur la déréglementation. Les réalités du paupérisme qui la contrediront assez vite mèneront alors à un inévitable retour du social, mais aussi à la constitution des organisations ouvrières et de nouveaux droits sociaux.

La reconstruction de Robert Castel, nous l'avons dit, est utile à la compréhension du présent. Elle incite en tout cas à la réflexion et éclaire d'un jour particulier et fécond la situation actuelle de nos sociétés, avec cette vague aveugle de discours néo-libéraux dévastateurs, les réalités d'une crise économique profonde et durable, l'émergence de nouvelles formes de désaffiliation et d'inutilités sociales, et celle d'un nouveau prolétariat moderne dont les grèves françaises de décembre 1995 nous ont sans doute suggéré le potentiel mais dont des couches marginales en expansion sont de plus en plus concernées par la menace de la «précarisation». Les tendances actuelles de l'organisation sociale mènent au renforcement de l'individualisme, à l'individualisation des procédures et des protections, ce qui implique à la fois une reconnaissance positive des personnalités et de nouvelles entraves fort négatives pour les plus démunis, ces nouveaux candidats à la désaffiliation. Par le développement des protections contractuelles et de la société salariale, le passage de la communauté (*Gemeinschaft*) à la société (*Gesellschaft*) a pu être mené à bout au cours de ce siècle, d'une manière d'ailleurs irrémédiable. Certes, l'Etat social et la cohésion qu'il assure sont aujourd'hui à repenser face aux évolutions de la société et à une crise du travail qui semble elle aussi sans retour possible. L'ouvrage de Robert Castel nous rappelle pourtant avec pertinence pourquoi il serait dommageable d'y renoncer sous peine de régressions peu acceptables.

Charles Heimberg

■ CHANTAL LAFONTANT ET JACQUELINE MILLIET (sous la direction de), **Travaille qui peut! Arbeite wer kann!** Zürich, Limmat Verlag / Lausanne, Editions d'en bas, 1996, 168 p.

Voici un livre bilingue et illustré qui retrace l'histoire du chômage en Suisse depuis la fin du XIX^e siècle et tente d'en cerner les diverses significations aujourd'hui, ainsi que ses répercussions socio-culturelles et écono-

miques. Publié à l'occasion de l'exposition homonyme (*Travaille qui peut! Arbeit wer kann!*), manifestation organisée conjointement par le Musée national suisse* et l'Œuvre Suisse d'Entraide Ouvrière (OSEO), ce «catalogue» a été réalisé, tout comme l'exposition, par des femmes et des hommes sans emploi engagé(e)s dans le cadre de programmes d'occupation. L'objectif de l'exposition est de montrer que le chômage n'est pas plus un phénomène nouveau qu'un objet d'étude univoque.

D'une tonalité différente de celle qui caractérise parfois les ouvrages produits dans les milieux académiques, les articles combinent très judicieusement histoire et actualité, analyse et vécu du chômage. La lecture est ainsi agrémentée par un savant collage de textes allant du littéraire au scientifique. La multiplicité des points de vue et la diversité des périodes historiques abordées permettent de contourner très subtilement le risque de généralisation à partir d'une expérience aussi complexe et variée que peut l'être le chômage.

D'entrée de jeu, on est interpellés par un questionnement radical du projet qui est à l'origine de cet ouvrage. Pourquoi est-ce que les chômeurs entrent au musée en tant qu'objets reconstruits sur le modèle du «bon sauvage»? Jacqueline Milliet n'apporte pas de réponses à cette question mais s'interroge sur les enjeux de cette «admission solennelle». Certains éléments laissent penser que l'exposition est née de la volonté de fixer une réalité qui est amenée à disparaître. Pourtant la sauvegarde et la diffusion du patrimoine culturel comportent des risques importants tels la perte de capacité de mise en cause et de subversion. Selon l'auteure «on assiste aujourd'hui à une dernière métamorphose: le chômeur muséifié qui va trouver un abri pour l'éternité. Les chômeurs ne sont ni morts ni vivants. Il se pourrait qu'ils passent à la postérité de façon ramollie, spoliés de leurs affects et de leurs revendications, ruinés par l'analyse scientifique, expulsés d'un monde où ils ne trouvent plus de surface d'inscription. Contre les murs du musée vient battre le flot d'une altérité que l'on ne veut plus voir, qui ne doit plus vivre.» (p. 32).

Chantal Lafontant enchaîne avec une réflexion historique sur le concept de chômage. L'actuelle acception du terme date du tournant du siècle, une période caractérisée par d'importants bouleversements économiques et sociaux. C'est au moment où le chômage devient l'un des éléments de la «question sociale» que la distinction entre les «vrais» chômeurs involontaires - et leurs faux frères, les travailleurs occasionnels, saisonniers ou irréguliers, s'impose. Dès lors le terme va signifier - en Suisse comme dans la plupart des pays industriels - une inactivité forcée due au manque de travail. Le chômage n'est donc pas découvert mais «inventé».

Différents articles vont ensuite présenter les deux principaux systèmes de secours destinés à la population au chômage: l'assurance et l'assistance. Fondés sur deux logiques opposées, le droit au travail et le devoir de travailler, ces deux systèmes obligent, lorsqu'ils coexistent, les personnes sans emploi à vivre des situations contradictoires. Dans un premier temps, l'aide

qui sera apportée aux «chômeurs innocents» est le fait des syndicats et de quelques communes urbaines qui constituent des caisses d'assurance chômage; cette aide sera suivie d'autres formes d'assistance instituées par les pouvoirs publics et les œuvres de bienfaisance telles les ateliers de travail réservés aux artisans et aux manoeuvres manquant d'ouvrage. Des différences importantes entre villes et campagnes surgissent.

Dans les années 30, la commune de Lausanne instaure des «secours aux chômeurs», privilégiant dans un premier temps les prestations en espèces et en nature. Flavio Santi relève toutefois les insuffisances de ce système d'assistance étroitement lié aux aides financières du canton et de la confédération, qui en période de crise diminuent drastiquement. Ne pouvant pas faire face au nombre croissant de pauvres, les pouvoirs publics prennent alors des mesures restrictives: imposition d'un délai minimum d'établissement, renforcement du contrôle des carnets de travail, renvoi des femmes au foyer, puis finalement réforme du système des allocations et création d'emplois publics temporaires tels les grands travaux publics.

Regula Pfeffer s'intéresse au cas des campagnes où des colonies de travail accueillent les «voyageurs nécessiteux» à la recherche d'un emploi. Dans un souci de différenciation avec des formes plus anciennes d'assistance, le mot d'ordre de ces colonies est «du travail et non l'aumône». Leur objectif est d'exalter la valeur éducative du travail et de la religion; les pensionnaires doivent redevenir des «membres productifs de la société humaine». En même temps, les colonies de travail témoignent de la volonté de resserrer le lien avec la nature et de dénoncer les conséquences négatives de l'industrialisation et de l'urbanisation. Sur huit colonies ayant existé en Suisse entre 1890 et 1930, sept sont destinées aux hommes même si, hier comme aujourd'hui, les femmes constituent la majorité des pauvres. Pourtant les femmes ne sont pas considérées comme des chômeuses mais comme des femmes de mauvais genre qu'il faut remettre sur le droit chemin. Des conditions d'admission et de traitement différenciées selon le sexe traduisent la vision bourgeoise des rôles sociaux.

Dans une réalité plus proche de nous, mentionnons le regard critique porté sur la récente révision de l'assurance-chômage et plus précisément les mesures actives du marché du travail qui favorisent la réinsertion des sans emploi. Se basant sur une analyse approfondie des chiffres disponibles, Thomas Illi juge sévèrement les programmes d'occupation qui prolifèrent depuis les années 1990. «Plutôt que de pallier le manque structurel de postes de travail en Suisse, la multiplication des PO semble procurer du travail avant tout aux chomagistes.» (p. 56).

Dans un autre article, Hana Barraud, sociologue évoque l'hétérogénéité du phénomène et analyse l'une des principales sources des disparités existant entre les différentes catégories de personnes au chômage: l'âge. En mentionnant les difficultés rencontrées par les «jeunes» et les «vieux» à s'insérer et

rester dans le marché de l'emploi, le point de vue du sociologue met en cause l'importance qui est attribuée au métier ou à la place de travail, lesquels sont souvent considérés comme principale source d'identité et de sociabilité.

Brigitte Haselböck aborde, à partir d'une série d'entretiens réalisés avec des femmes et des hommes immigrés sans emploi, la réalité des situations vécues par cette autre catégorie de la population au chômage. Les recherches d'emploi sont d'autant plus ardues lorsque de surcroît les personnes au chômage rencontrent des difficultés d'intégration, disposent de connaissances linguistiques insuffisantes et de qualifications inexistantes ou très faibles. Les cours de langue qui leur permettent certes de mieux communiquer ne débouchent pas toujours sur l'engagement ni sur une qualification.

Le grand mérite de ce livre réside dans l'approche pluridisciplinaire et dans la multiplicité des voix qui nous sont données à entendre. Des voix qui sont d'ordinaire occultées et tuées par les chiffres du chômage et par les numéros des cartes de timbrage.

Magdalena Rosende

* L'exposition sera également présentée en Suisse romande, au *Musée historique de Lausanne*, du 18 octobre 1996 au 12 janvier 1997

■ JOELLE NEUENSCHWANDER FEIHL, **75 ans d'élan constructeur au service de la qualité de la vie**, Lausanne, SCHL, 1995, 238 p.

Plus qu'une plaquette d'anniversaire, c'est un véritable livre que la Société Coopérative d'Habitation Lausanne (SCHL) publie à l'occasion de ses 75 ans d'existence, cossu et richement illustré, témoignant de la solidité de la société éditrice et de son attachement au travail de bonne facture. Les deux tiers de l'ouvrage sont consacrés à une chronique de la SCHL. Sous ce titre, l'historienne Joëlle Neuenschwander Feihl examine minutieusement l'oeuvre de la Société, au rythme de ses réalisations dont certaines, Prélaz-Cottages ou Boisy, ont fait date dans l'expansion de l'agglomération lausannoise. L'analyse s'inscrit dans l'évocation plus large de la construction à Lausanne, avec ses périodes d'emballement et de ralentissement, de crises, dues à une conjoncture maussade ou aux excès de la spéculation. Parallèlement est esquissé un aperçu de la politique des pouvoirs publics en matière de logement, entre le traditionnel laissez-faire, les relances par des subventions, les coups de frein ou l'introduction d'une timide surveillance des loyers.

L'histoire de la SCHL est aussi celle de ses fondateurs et de ses administrateurs: des hommes (les femmes attendront d'avoir gagné leurs galons de citoyennes) venus souvent des grandes régies fédérales, avec un passé de syndicalistes, qui se rattachent à l'idéal coopératif du mouvement ouvrier, mais sans

rien de doctrinaire, privilégiant l'utopie à court terme sur la base d'un plan financier solidement établi. En 1920 il s'agissait de rattraper le temps perdu de la guerre capitaliste, et si l'on avait participé à la grève générale on était loin de ressembler au portrait du diable peint sur la muraille par la propagande bourgeoise. Le couteau rouge entre les dents était marqué de l'emblème de la croix fédérale: le socialisme se construirait à petits pas et la clientèle visée ressemblerait davantage à la nouvelle classe moyenne qu'au *lumpenproletariat*.

Parmi les épigones nous retiendrons le nom et le rôle de Bernard Meizoz qui préside aux destinées de la société jubilaire depuis un quart de siècle. Son action s'est située sur deux plans complémentaires: à la tête de la SCHL, il développe le mouvement coopératif et procure de nouveaux logements à loyer modéré, comme mandataire du parti socialiste aux différents échelons de l'activité législative, il a plaidé pour une politique du logement favorable aux milieux modestes et il s'est illustré comme défenseur des intérêts des locataires.

La deuxième partie du livre s'intitule «portraits de groupe» et recense les réalisations de la SCHL (environ 1 600 logements), avec photographies et données signalétiques de chaque ensemble, y compris un plan des étages et un descriptif des équipements. Ces pages constituent le bilan des activités de la SCHL, et, au-delà, elles offrent un panorama suggestif de l'évolution de la construction dans la région lausannoise et de celle de la conception du logement moyen dans un ensemble locatif.

En conclusion, si «75 ans d'élan constructeur au service de la qualité de la vie» s'adresse d'abord aux sociétaires et aux amis de la SCHL, l'ouvrage suscite l'intérêt de tout amateur d'histoire sociale et locale.

Michel Busch

■ GEORGES-ANDRÉ CHEVALLAZ, **Le défi de la neutralité: diplomatie et défense de la Suisse 1939-1945**, Vevey, L'Aire, 1995, 430 p.

Dans son avant-propos, l'auteur – à la fois historien et politicien à la retraite – affirme d'emblée son souci de « *rééquilibrer* » l'histoire des années 1939-1945. Se distançant des vues du professeur Edgar Bonjour à propos du métier d'historien (qui font explicitement une large part à la nécessité de jugements moraux et politiques), Chevallaz se met dans la situation *a priori* douteuse, et démentie par la suite de la démonstration, d'un pur scientifique désireux « *sans prétendre atteindre (...) à l'impartialité absolue et à l'objectivité définitive, d'apporter quelques nuances dans l'appréciation de cette période encore radioactive, à la querelle des interprétations manichéennes et notamment au jugement porté sur la neutralité dans le contexte de ce temps* » (p. 8). Le prétendu rééquilibrage sera essentiellement une réhabilitation

– amorcée d’ailleurs depuis les années 70 – de l’ancien conseiller fédéral Pilet-Golaz et une (re)valorisation du principe de la neutralité suisse.

De fait, et l’auteur ne s’en cache pas, l’ouvrage n’apporte aucune nouvelle pièce au dossier de la Seconde Guerre mondiale en Suisse, mais constitue une sorte de synthèse en forme de testament politique et moral, voire de réhabilitation personnelle. Alors que des travaux critiques ont mis en évidence depuis une bonne vingtaine d’années une série de points problématiques en rapport avec cet épisode de l’histoire suisse (rôle de Guisan, questions financières et monétaires, problème des réfugiés, ambiguïtés culturelles et idéologiques...), Chevallaz réagit à sa façon à toutes ces remises en question en publiant un essai de quatre cents pages censé remettre les choses au point. Il puise pour cela dans des études parues récemment, en particulier celles d’Erwin Bucher (*Zwischen Bundesrat und General...*, 1991), de Philippe Marguerat (*La Suisse face au IIIe Reich*, 1991) et, accessoirement, de Willi Gautschi (*Le Général Guisan...*, 1991). La sélection bibliographique proposée en début d’ouvrage – classée dans le plus complet désordre – est aussi révélatrice qu’incohérente. Outre l’absence de plusieurs auteurs réputés critiques (H.U. Jost, W. Rings, J. Tanner, N. Meienberg, M. Perrenoud, A. Häslar, S. Keller, J. Picard), l’on ne trouve également aucune mention des études d’Oscar Gauye, de Georg Kreis ou de Carl Ludwig... Il est vrai que quelques-uns de ces noms apparaîtront au fil des chapitres, mais l’on s’étonnera tout de même de la partialité du choix. On signalera aussi l’absence d’un index et la présence de quelques erreurs (mille deux cents juifs sauvés par J.-M. Musy et non un million, 22 décembre 1950 pour la date de la lettre de Pilet-Golaz à Pierre Béguin et non 22 décembre 1948...), de nombreuses coquilles et autres fautes d’impression, dont la responsabilité incombe évidemment à l’éditeur et non à l’auteur.

Suivant un ordre chronologique, vingt-trois chapitres résument ensuite ce qui, pour l’auteur, constitue les principaux thèmes de la période considérée. En annexe est publié l’*Aperçu destiné à Monsieur le Conseiller fédéral Petitpierre, Chef du Département politique, sur les dangers auxquels la Suisse fut exposée au cours de la guerre mondiale 1939-1945*, qui date de septembre 1945. Un document certes intéressant, mais qu’il aurait fallu présenter brièvement et situer dans le contexte de l’immédiat après-guerre.

L’ouvrage s’articule exclusivement autour du *pouvoir* et des événements politiques. L’auteur consacre toute son attention à la politique pratiquée par la Confédération, ce qui est en soi légitime et n’étonne guère de la part d’un homme ayant exercé les plus hautes charges de l’Etat (de 1974 à 1983, successivement au Département des finances et au Département militaire fédéral), donc naturellement porté vers ce qu’il nomme lui-même les « *procédures de décision* » (p. 9). Par conséquent, l’on cherchera en vain dans ces pages une considération sur la culture politique des milieux dirigeants, sur les mentalités ou sur la société helvétique des années 30 et 40.

De l'avis de Chevallaz, l'on peut dire que le défi de la neutralité, eu égard à la situation de la Suisse entre 1939 et 1945, aux contraintes géopolitiques et économiques et en comparaison d'autres pays neutres (la Suède), a été dans l'ensemble tenu, et ce sous « *le double effet de la dissuasion militaire et du maintien des relations diplomatiques et économiques avec l'ensemble des Etats* » (p. 395). La neutralité, qui fut la planche de salut de la Suisse durant la guerre, doit continuer à guider la politique étrangère du pays, nous dit Chevallaz, qui est aussi un adversaire de l'entrée de la Suisse dans la CEE et l'EEE. La conclusion du livre est à ce propos sans équivoque: « [La neutralité] *est ce que la font [sic] la conscience populaire et la volonté des dirigeants politiques, sachant que le pays servira d'autant mieux la paix et la solidarité internationale qu'il ne sera pas engagé dans le jeu capricieux des volontés de puissance* » (p. 396). L'ouvrage abonde d'ailleurs en exemples où s'expriment tant la vision que l'expérience politiques de l'auteur. A côté du thème de l'Europe déjà cité, il y a également celui de l'armée (« *Une Suisse sans armée n'eût pas manqué d'être envahie et asservie* », p. 395), qui résonne encore du débat autour de l'initiative pour son abolition en 1989 (rappelons que Chevallaz édita à cette occasion aux Editions Huber un recueil d'études militaires sous le titre *Devrions-nous supprimer l'armée? Regards sur une époque de menaces*). Au plan international, Chevallaz condamne sans détour « *les illusions pacifistes de l'entre-deux-guerres et l'espoir illusoire en la sécurité collective (...)* » (p. 215). Par ailleurs, le livre est riche en « leçons » de toute sorte, émanant d'un ancien gouvernant, mal aimé mais néanmoins respecté. Les milieux parlementaires font ainsi souvent l'objet de critiques pour bavardage intempestif, trahison de secrets et autres « *grenouillages* » (p. 221) observables dans les coulisses du Palais fédéral, aux terrasses des cafés avoisinants et dans les compartiments de train de 1^{ère} classe. Souvent l'historien cède le pas à l'homme d'action conscient des contraintes du pouvoir, tel que lui-même le concevait. Le texte prend ainsi parfois l'allure d'un traité sur l'art de gouverner, comme lorsque Chevallaz s'en prend à ceux qui portent à l'encontre des individus ayant exercé leur mandat en des temps troublés un « *jugement serein, dans la distance confortable du temps écoulé, sans risque aucun, du théoricien du droit public ou de l'historien manichéen qui trancherait dans l'absolu de ce qui est juste et de ce qui est injuste* » (p. 199). L'on retrouve là en condensé la « doctrine suisse » si fortement ancrée dans la culture politique nationale, faite d'une modération et d'un opportunisme qui, au lieu de prétendre à la vertu, font référence à un nécessaire pragmatisme, ni honteux ni glorieux, à la mesure de la Suisse et de ses habitants.

Selon l'auteur, la diplomatie (Pilet-Golaz) et la défense (Guisan), loin de constituer deux pôles antagoniques, exercèrent leur action de manière complémentaire. En ce qui concerne le discours de Pilet du 25 juin 1940 et le rapport du Rutli du 25 juillet 1940, Chevallaz constate « *la complémentarité*

des deux politiques, et celle des deux discours (...) » (p. 87). Le discours de Pilet, « *un texte émouvant* » (p. 72), ne souffrirait que de malentendus et d'erreurs d'appréciation. D'une manière générale, il était la seule réponse possible dans le contexte d'alors. « *Le Conseil fédéral, écrit Chevallaz, prenait déjà des risques sérieux - et nécessaires - en ne célébrant nullement la victoire de l'Axe, en ne s'alignant pas sur l'Europe totalitaire et en exhortant le peuple à la patience, au travail et à la solidarité* » (p. 98). Renversant les signes traditionnellement accolés au discours de Pilet, Chevallaz écrit quelques lignes plus bas: « *Sans doute n'amorçait-il pas [le discours] la capitulation, mais plutôt une résistance "gantée" et ferme à la fois, telle qu'il l'a menée* » (p. 99). Quant au rapport du Rutli, Chevallaz ne manque pas de souligner les effets heureux de l'initiative sur le moral du pays et de rapporter les réactions étrangères au discours. Par une justification toute positiviste, l'auteur n'accorde presque aucun crédit au document révélé par l'ancien archiviste fédéral Oscar Gauye en 1984, qui fait état des vues politiques du général. Il lui suffit de savoir que Guisan a écarté de son discours public les paroles à caractère idéologique figurant dans le texte rédigé par le major Barbey pour déclarer: « *Certes, Guisan était-il d'esprit conservateur et estimait-il le Maréchal [Pétain] comme la majorité des Français et de nombreux Suisses sans doute à ce moment. Mais pas au point de l'égarer en des propositions politiques* » (p. 135).

Si le livre est peu disert sur le compte du général Guisan (le rééquilibrage...), qui est néanmoins ménagé, le cas de Marcel Pilet-Golaz est en revanche abordé de manière beaucoup plus importante. Sur l'homme et son action, Chevallaz semble se rallier à l'opinion d'un Léon Savary, pour qui Pilet était un homme d'une intelligence supérieure - pourvu, certes, de nombreuses insuffisances humaines -, capable d'idées générales et d'une véritable ligne politique autant que de doigté et d'habileté diplomatique. Dans sa réfutation des idées de Bonjour, Chevallaz use de l'argument d'autorité du politicien qu'il fut: « *L'intégrisme de l'historien [Bonjour] ne pouvait s'accommoder du pragmatisme du politicien, si ferme que celui-ci fût sur le fond* » (p. 375). L'auteur affirme que Pilet ne manifesta jamais aucune velléité d'« adaptation », ne célébra ni ne souhaita la victoire de l'Allemagne, n'engagea aucune réforme autoritaire des institutions, ne reçut la délégation frontiste du Mouvement national suisse, le 10 septembre 1940, qu'à l'instigation de certains de ses collègues et fut victime d'une machination, en février 1943, de la part de l'agent du service de renseignements Hans Hausamann, dans l'affaire de la paix séparée entre l'Axe et les Anglo-Américains. De même, « *qu'il ait formulé, à l'occasion, des réflexions critiques inquiètes et combien justifiées sur la politique des démocraties n'en fait pas un zélateur du national-socialisme* » (p. 95). Certes, mais l'on est en droit d'attendre une explication un peu moins complaisante des tendances antidémocratiques manifestées par les élites conservatrices du pays dans les

années 30 et surtout à partir de 1940. Exemples à l'appui, Chevallaz entend montrer que Pilet sut efficacement louvoyer entre les belligérants, en oscillant entre petites concessions et fermeté. Or, si l'action de Pilet comporte incontestablement de nombreux aspects positifs, l'on aurait tort, cependant, d'effacer toute trace d'ambiguïté dans la politique de l'ancien conseiller fédéral. Ainsi l'année 1940 demeure problématique et virtuellement « ouverte » à d'autres chemins que ceux empruntés par la Suisse sous la pression des circonstances. L'on ne saurait intégrer, comme le fait Chevallaz, cette année, si équivoque à bien des égards, dans une perspective téléologique.

De plus, l'évaluation historique d'un homme politique – ici Pilet-Golaz – ne saurait se contenter d'un actif et d'un passif d'actions. L'on veut bien, par exemple, que « *l'essentiel, plutôt que des propos d'occasion, de circonstance, souvent travestis ou amplifiés, ou que des rumeurs et des procès d'intention, est de savoir quelle fut, concrètement, la politique du Conseil fédéral, exprimée et défendue collégialement par le chef du Département politique* » (p. 171). Mais l'on se condamne à une lecture singulièrement pauvre de l'histoire si l'on ne tient pas compte de ce qui échappe aux seuls actes consignés dans les archives. En l'occurrence, suffit-il de remarquer que « *le gouvernement ne donna suite ni à l'audience du 1er août [avec la ligue d'extrême-droite *Volksbund für die Unabhängigkeit der Schweiz*, favorable à un alignement en 1940], ni à la lettre de Wilhelm Frick [du 21 septembre 1940, plaidant pour une adaptation à l'Ordre nouveau]* » (p. 171) pour laver Pilet de tout soupçon négatif? Il manque à cette approche une analyse de la culture politique du personnage, de sa vision du monde, de sa sensibilité, de sa sociabilité, de ses fréquentations, de ses lectures, etc.

La réhabilitation de Pilet-Golaz se conclut par un chapitre sur « L'amère ingratitude du pouvoir » (ch. XXII), par lequel Chevallaz s'inscrit dans la tradition « révisionniste » prudemment initiée par une thèse de Jost Adam en 1972, nourrie de manière plus polémique par une brochure d'Alfred Bonnet (1977) et développée systématiquement par les études d'Erwin Bucher à partir de 1979. L'image de Pilet aurait été erronée à compter de la guerre, puis « officiellement » déformée par Bonjour. Aujourd'hui, il serait temps de rendre justice à l'homme qui se sacrifia pour son pays. Il faut reconnaître à cette interprétation une certaine légitimité, mais l'on ne rétablit pas la vérité en substituant un mythe à un autre mythe. Un portrait de Pilet à la fois critique et réellement nuancé reste toujours à écrire.

Parmi les autres sujets traités, notons encore l'opinion de Chevallaz selon laquelle la Suisse fut constamment menacée d'agression de juin 1940 à 1944, soit par les Allemands (1940, 1943, 1944), par les Italiens (1940), les Alliés (1944) ou par les Soviétiques (1944)... Ecrivant l'histoire à la lumière des événements ultérieurs, Chevallaz se réjouit à maintes reprises de la lucidité anticomuniste des dirigeants helvétiques durant la guerre, et en particulier des préventions de Pilet-Golaz, craignant pour la bolchévisation de

l'Europe. Aussi manque-t-il peu de chose pour que l'auteur déplore l'effort de résistance accompli par l'Armée rouge. Voici ce qu'il écrit à propos de la libération de l'Europe: « *Quant à la contribution russe à cette libération, il suffit des quarante années d'alignement totalitaire imposées depuis lors à l'Europe orientale pour en apprécier la valeur* » (p. 356). Plus loin, faisant l'inventaire des facteurs ayant permis le sort miraculeux de la Suisse, le même évoque, à côté des mérites suisses et de la Providence, « *les Anglais, puis les Américains luttant pour la liberté, la rendant et la garantissant à l'Europe occidentale (...)* » (p. 395), mais pas l'URSS!

Le fameux dispositif du réduit national occupe, quant à lui, le chapitre VIII. Solution de compromis, le réduit n'en perd pas moins, sous la plume de Chevallaz, sa fonction dissuasive (p. 127), un aspect pour le moins discutable. En outre, le dispositif reçut en 1946 cet hommage de Pilet, que Chevallaz rapporte en fin de chapitre, laissant croire à une unanimité fictive autour du réduit en 1940: « *Si la solution a été cruelle au point de vue du pays et de la population, elle a été juste sur le plan militaire et très utile au point de vue politique* » (p. 131).

L'appréciation du rôle du ministre suisse à Berlin, Hans Frölicher, donne lieu à un chapitre relativement nuancé (ch. XIII), où l'« *infortuné Frölicher* » apparaît doué d'une honnêteté naïve, soumis à une pression extraordinaire et dont la faiblesse de caractère constitua, semble-t-il, plutôt un atout dans le jeu des négociations économiques germano-suisses. Avec raison, Chevallaz souligne, en s'inspirant de la pièce de Thomas Hürlimann intitulée *L'Ambassadeur*, la fonction de bouc-émissaire que l'on fit assumer au diplomate après son rappel en Suisse.

Dans le chapitre XVI intitulé « *Survie économique et neutralité* », Chevallaz s'efforce de relativiser l'importance économique et financière de la Suisse pour l'Allemagne, en même temps qu'il met en valeur les échanges de la Suisse avec les autres belligérants. L'intégration *de facto* de la Suisse dans l'économie de l'Axe, la situation d'intérêt réciproque du Reich et de la Suisse, l'importance des avances financières accordées par la Confédération (plus d'un milliard de francs) et de l'achat de l'or « allemand » par la Banque nationale (1,3 milliards) sont clairement minimisés. Chevallaz reconnaît la prépondérance naturelle de l'Allemagne dans le commerce extérieur de la Suisse durant la guerre (30% des importations en moyenne de 1940 à 1944, 34% des exportations), mais rappelle aussi que la Suisse sut maintenir des échanges avec les pays alliés (20% des importations, 25% des exportations). Il nie cependant que la Suisse fut l'arsenal de la Wehrmacht. En se fondant sur des chiffres dont il est difficile d'évaluer la fiabilité, le livre parvient à la conclusion que l'apport de l'industrie d'armement suisse représenta environ 1% de la production de guerre du Reich. Il en résulte que « *l'apport de la Suisse était donc quantitativement négligeable dans l'effort de guerre allemand* » (p. 248). Sur le plan qualitatif, l'argumentation de Chevallaz est

cependant moins convaincante. A des propos consignés dans une lettre de l'Office allemand de l'économie de guerre du 16 janvier 1940, qui mettent l'accent sur l'importance militaire des machines-outils livrées par la Suisse, Chevallaz rétorque qu'« *il est douteux pourtant que la technologie allemande, généralement performante, n'eût pas été capable de pourvoir à la carence helvétique* » (p. 249). Au total, selon Chevallaz, il est faux de prétendre que les commandes allemandes provoquèrent en Suisse une surchauffe industrielle. Avec une somme de 481 millions de francs en moyenne annuelle, les exportations vers l'Allemagne – dont l'armement représentait 25% –, ne produisaient que 4,4% du revenu national (p. 260). En revanche, le charbon et le fer fourni par l'Allemagne – pour insignifiants qu'ils furent pour le Reich – étaient d'un intérêt vital pour la Suisse. Ce qui permet de dire que la Suisse ne se laissa pas intégrer au système économique de l'Axe (bien que l'Allemagne et l'Italie réunies aient absorbé 50% des exportations suisses de 1940 à 1944) et que les dirigeants surent manoeuvrer de manière à garantir à la Suisse les matières dont elle avait un besoin vital.

Alors, les échanges entre la Suisse et le III^e Reich procèdent-ils d'une « inégalité flagrante » à l'avantage de l'industrie suisse, comme le pense Daniel Bourgeois, cité dans le livre (p. 260)? Chevallaz ne le croit pas et néglige l'opinion du ministre du Reich et président de la Reichsbank, Walter Funk, qui affirmait que l'Allemagne ne pourrait renoncer plus de deux mois aux services rendus par la Banque nationale suisse. Il passe rapidement sur le problème monétaire mais insiste lourdement sur l'enjeu vital représenté par les matières premières en provenance d'Allemagne. Il reconnaît ainsi que ces fournitures furent indispensables à la défense nationale. Mais que dire alors d'une défense qui dépend de l'étranger? Peut-on encore parler d'indépendance nationale dans ces conditions? Chevallaz porte à la connaissance du lecteur le mémorandum du major allemand Gäfgen, chef de la Deutsche Industriekommission, qui, en date du 1er avril 1944, fait le bilan des relations économiques germano-suisses. Ce texte évalue pertinemment les conséquences prévisibles d'une guerre économique entre les deux pays (la Suisse tiendrait le siège pendant deux ans selon Gäfgen). Chevallaz, pourtant, ne voit pas dans le fait que le potentiel militaire de la Suisse dépendait partiellement des livraisons allemandes une limite à la fonction de l'armée, au contraire. « *Ainsi, écrit-il, en contribuant indirectement à développer la défense de la Suisse, le IIIe Reich renforçait une des raisons qui, au moins autant que les fournitures d'armes, le dissuaderait d'attaquer la Confédération: le potentiel de l'armée* » (p. 250).

Le problème des réfugiés n'occupe que quelques pages dans le chapitre XVIII portant sur « Les actions de solidarité » (pp. 285-292). L'opinion de l'auteur est tout entière contenue dans ce parallèle historique avec la situation actuelle: « *L'afflux récent et massif de réfugiés vers l'Europe occidentale, en provenance du Moyen-Orient, d'Afrique ou d'Europe orientale nous apporte*

aujourd'hui la démonstration des limites de la capacité d'accueil, limites matérielles, économiques et psychologiques » (pp. 286-287). L'esquif helvétique aurait certes pu contenir quelques places supplémentaires, mais pas les millions de Juifs, déportés et détenus voués à l'extermination et aux camps de concentration, estime l'auteur. Le livre demeure bien sûr silencieux sur le cas d'un Paul Grüninger, dont il a beaucoup été question ces derniers temps.

Les relations diplomatiques avec l'URSS font l'objet d'un chapitre à part (ch. XXI), dans lequel est sommairement retracé l'historique des rapports conflictuels avec ce pays depuis 1917-1918. L'auteur n'y fait aucun secret de ses convictions anticomunistes. S'il salue la fermeté de la ligne adoptée par le Conseil fédéral depuis les incidents de la grève générale, il déplore tout de même les conséquences néfastes, du point de vue de la neutralité, du discours de Motta en 1934, contre l'adhésion de l'URSS à la Société des Nations. De l'avis de Chevallaz, la démission de Pilet, donnée à la suite du refus soviétique de renouer les relations diplomatiques avec la Suisse, fut à la fois prématurée et justifiée. Justifiée « *par la tension physique et morale qu'avait exigée le pilotage périlleux* ». Prématurée, car « *un délai d'un bon mois eût suffi pour opérer à froid, les retombées émotionnelles et les fébrilités partisans s'étant tempérées, la relève de toute manière nécessaire* » (p. 367).

A travers l'appréciation d'un personnage qu'Edgar Bonjour a présenté sous un jour passablement – et parfois maladroitement – sombre, Chevallaz est amené à se démarquer d'une « *conception morale et directive de l'histoire, où le jugement de valeur, en fonction de critères éthiques ou idéologiques, doit l'emporter sur l'analyse objective des faits* ». Outre le fait qu'il est aisé de retourner l'argument contre l'auteur (voir plus haut), on remarquera que ces propos trahissent une propension très marquée pour le positivisme. De plus, n'est-il pas assez piquant de voir Chevallaz reprocher à Bonjour « *une interprétation morale de l'Histoire, liée à un patriotisme, en soi louable, mais s'exprimant en termes de neutralité pure et dure, absolue et intransigeante, sans trop de souci des nuances (...)* » (p. 374)?

Ecrit dans le style martial propre à son auteur, franc mais lourd, *Le défi de la neutralité* n'apporte rien qui favorise une meilleure intelligence de la période. L'ouvrage est fait de redites et son contenu laisse dans l'ombre des pans entiers de ce que fut la guerre de 1939-1945 en Suisse. Seulement la vision qui s'exprime dans ces pages – faite de conservatisme, de pragmatisme, parfois de fatalisme, en tous cas d'identification à une certaine idée de la Suisse et de prétention à incarner la vérité de celle-ci – reflète une importante sensibilité de la droite politique et des élites bourgeoises du pays. A ce titre, elle mérite d'être connue. Qu'un homme de 81 ans ait cru devoir, dans un « *défi au quatrième âge* » (p. 9), entreprendre pareille oeuvre, atteste aussi l'enjeu que représente toujours cette période de l'histoire aux yeux de certains Suisses.

Luc Van Dongen

L'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO) a pour but de mieux faire connaître l'histoire économique, sociale et politique de la Suisse romande et en particulier celle du mouvement ouvrier, par le biais de colloques, conférences, expositions, publications, etc.

Elle s'intéresse aux sujets les plus variés: partis politiques, syndicats, presse, salaires, conditions de travail, relations hommes-femmes, vie quotidienne, activités culturelles et sportives, etc. Elle aborde ces questions sous un aspect critique, permettant d'appréhender les lumières et les ombres de l'histoire du mouvement ouvrier.

Elle recueille et conserve des documents de toute nature (textes, manuscrits ou imprimés, photos, affiches, enregistrements, etc.) concernant l'histoire du mouvement ouvrier. Ces documents sont déposés à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne-Dorigny; ils peuvent être consultés par les chercheurs et les personnes intéressées en s'adressant au Département des manuscrits.

Depuis 1984, elle publie des Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier.

En adhérant à l'Association, en la soutenant financièrement (cotisation minimale Fr. 25.- pour les membres individuels, Fr. 100.- pour les membres collectifs, cette somme comprenant la livraison du Cahier), en lui confiant les documents que vous possédez, vous participez à son effort de construire une mémoire collective du mouvement ouvrier.